

✓  
Légation de Suisse  
en  
France

Rapport Politique N° 10  
Confidentiel.

En circulaire  
16.7. No. 4.  
Paris, le 8 juillet 1948. dodis.ch/8252

*Retour  
26.7.48/h.*  
Monsieur le Conseiller fédéral,

Monsieur Couve de Murville, Directeur Général des Affaires Politiques au Quai d'Orsay, me disait hier que l'on ne comprenait pas ce qu'attendaient les Russes pour ouvrir les hostilités, pour exploiter une situation propice au point de vue militaire comme elle ne le sera plus jamais. Il exprimait l'avis que, si les autres alliés voulaient éviter le pire, ils seraient obligés de quitter Berlin et il pensait qu'ils le feraient. "Ce n'est pas un Munich", dit-il, "c'est plus grave, Munich s'accomplissait sur le plan diplomatique, mais ceci est déjà une bataille perdue. Ils n'auraient jamais dû (là, c'est le Français qui parle) se concentrer sur la défense de l'ancienne capitale de la Prusse, ils ne pouvaient pas maintenir cette position périphère et, d'ailleurs, ils auraient dû se réjouir d'être débarrassés de la partie de l'Allemagne de laquelle venaient tous les malheurs du dernier siècle." Monsieur Couve de Murville n'a pas approfondi ce qu'il entendait par "débarrasser", car cette partie de l'Allemagne pourrait bien revenir, mais sous une autre forme et dans une autre combinaison que celle qui l'avait amenée depuis 1866 à dominer les pays de l'Allemagne du Sud.

Monsieur le Conseiller fédéral Max PETITPIERRE  
Chef du Département Politique  
B E R N E

- 2 -

Un de mes amis, de retour d'Amérique, s'est arrêté récemment à Londres où il a été reçu par Monsieur Churchill. Au cours d'un entretien privé, ce dernier ne lui a pas caché ses inquiétudes relatives à la situation européenne et aux graves conséquences, qu'à son avis, il convient d'en tirer.

D'après Mr. Churchill, la guerre est possible pour les raisons suivantes: Jusqu'aux élections américaines la Russie est assurée que l'Amérique ne bougera pas. Ses efforts de réarmement qui sont considérables, notamment dans l'aviation, n'auront pas atteint les objectifs prévus avant la fin de l'année sinon même au-delà. En effet, dans l'état actuel des choses la production aéronautique de l'U.R.S.S. permet à la Russie de transporter - à travers continents et océans - des troupes de parachutistes équipées et entraînées. On peut évaluer à 40000 le nombre des avions soviétiques non seulement chasseurs, mais quadrimoteurs à réaction.

Le nombre des sous-marins s'avère également supérieur à celui des anglo-saxons. Cette flotte sous-marine enlève aux alliés - du moins momentanément - la maîtrise incontestée des mers. Les sous-marins russes, fabriqués selon la technique allemande, au nombre d'environ 300, seraient en mesure d'interrompre dangereusement tout trafic et d'attaquer n'importe quel centre de la côte est ou ouest des Etats-Unis avec des dispositifs nouveaux de bombardement.

Il ressort de l'entretien qui m'a été rapporté que l'ex-Premier britannique considère la situation européenne comme plus grave qu'elle n'a jamais été. Mr. Churchill a conclu son exposé par ces paroles: "Si j'étais un des quatorze du Politbureau, je n'hésiterais pas à faire la guerre car, du point de vue soviétique, les conditions ne seront jamais plus favorables à la Russie: les démocraties sont faibles à l'intérieur comme à l'extérieur

et l'état de l'Europe l'expose aujourd'hui, sans coup férir, à l'occupation des 300 divisions russes ou satellites qui sont dès maintenant disponibles."

Mr. Churchill n'a pas poussé plus avant son argumentation. Il est à noter que cet entretien avait lieu peu de jours avant l'excommunication lancée contre le Maréchal Tito par le Kominform.

Heureusement que M. Churchill n'est pas un des quatorze du Politbureau!

Il est très curieux d'observer le jeu des Anglais qui, malgré leur faiblesse actuelle, sont très intéressés au conflit qui oppose les deux colosses: l'Amérique et la Russie.

Le 19 mai a paru au "Figaro" un article signé par Pierre Bourdan, ancien Ministre de la Jeunesse. L'article porte le titre "l'Angleterre et l'Europe". M. Bourdan qui a pris part au congrès de La Haye était très impressionné par la force avec laquelle les Anglais "freinaient". Il en a conclu et il l'a exprimé, que l'Angleterre n'était pas très chaude pour la future Europe. Il pensait que les congressistes avaient lieu de s'en étonner car le congrès était dominé par la personnalité de Churchill qui en fut l'instigateur, y assista de bout en bout, et parla trois ou quatre fois. On m'a raconté que M. Eden qui était venu à La Haye le premier jour avait désiré s'en aller dès le second et que c'est M. Churchill qui lui demanda de rester, craignant que ce départ ne fut interprété soit comme une condamnation du congrès, soit comme un témoignage de désaffection à son égard.

On dit encore que M. Eden aurait déclaré dans les couloirs que les Britanniques qui pensaient travailler pour l'Europe, ne travaillaient en réalité que contre l'Angleterre, même s'ils n'en avaient pas conscience. Quoiqu'il en soit, le fait que ces "on-dit" aient pu être propagés, comporte une signification en elle-même.

Il est certain que M. Churchill désire momentanément qu'il y ait une Europe unie; mais on peut conjecturer que son désir vise un but qui est surtout d'ordre immédiat et contingent. Ce qu'il souhaite, lui, c'est un bloc de forces et, pour tout dire, une organisation militaire cohérente en face du danger russe.

D'une façon générale la mentalité anglaise n'est guère disposée à envisager un futur lointain, le futur proche seul l'intéresse. Or, ce futur proche c'est la menace russe. Il importe d'y parer. M. Churchill a écarté certainement une autre idée et cette idée là, c'est, croyons-nous, celle qu'on trouverait également au Quai d'Orsay et en beaucoup de cabinets européens: en suscitant l'idée de l'Europe unie, il s'agit de correspondre au désir américain et de favoriser le Plan Marshall.

Quant on lit la presse américaine on voit que La Haye a été, pour elle, une belle démonstration qui manifeste la volonté des Européens de s'unir comme se sont unis autrefois les Américains.

Que craignent les Anglais? Ils craignent certainement que la Métropole britannique ne soit contrainte de se mettre à la remorque de l'Europe, au détriment de son union avec le Commonwealth. Déjà ils craignent de créer sur le Continent un bloc trop puissant, le paradoxe de la présence britannique à La Haye donnait, ne l'oublions pas, de l'importance au fait que c'étaient les conservateurs qui étaient à l'origine du Congrès. Or, dans l'ensemble, les conservateurs anglais sont moins européens que les travailleurs, soucieux évidemment de parer dans l'immédiat à la menace russe, ils se montrent presque aussi inquiets de ne pas donner trop de chances au bloc continental, où ils continuent de voir un danger et, faute de ne pouvoir continuer à organiser un certain partage du pouvoir en Europe, ils souhaitent du moins qu'une certaine division, voire anarchie, empêche cette Europe de constituer ce bloc

continental que, depuis deux siècles, au prix de terribles souffrances et de destructions définitives, ils ont toujours réussi à éviter.

Je parlais, l'autre jour, à Mr. Paul Reynaud de sa proposition si sensationnelle demandant qu'un Parlement européen soit élu par le vote direct de tous les citoyens de l'Europe à raison d'un Député pour un million d'électeurs. Nous savons que cette proposition n'eut aucun succès. Les Anglais furent unanimes contre elle et, chez le Français, M. Paul Reynaud n'obtint sur les 150 Français qui étaient là que 4 ou 5 voix. Je conclurais volontiers qu'il s'agissait de la part de M. Paul Reynaud d'un geste spectaculaire pour faire parler de lui, cela correspondrait assez bien à sa psychologie habituelle et, dans ce domaine, les explications les plus simples sont souvent les meilleurs.

L'on ne commence à se rendre compte que depuis 1917, de façon larvée, depuis 1939 d'une façon intense et palpable, deux guerres se sont préparées puis ont coexistées. A mon avis, le problème russe apparaît comme le problème N° 1 du XXème siècle. Le problème allemand lui-même, si important qu'il fût, ne pouvait être sainement apprécié que par référence à lui. Le Chancelier Hitler, à la veille de sa mort, pensait encore que cette vérité allait s'imposer au Monde. Le crime de Hitler a été d'empêcher l'union des anti-communistes en faisant de leur idée le thème d'un chantage permanent au profit exclusif de l'Allemagne. Mais cette constatation ne suffit pas à justifier la politique rooseveltienne qui nous a amenés là où nous nous trouvons actuellement. Il y avait, en effet, des moyens de manoeuvrer pour renverser Hitler, à condition, bien entendu, de ne pas exclure d'avance ceux qui, de l'intérieur, pouvaient lui faire échec. Mais peut-être une grande démocratie était-elle fonctionnellement incapable de saisir ces moyens? Naguère encore, les vrais hommes d'état savaient terminer les guerres par des compromis. Aujourd'hui, les masses veulent des anéantisements à la mesure de leurs

- 6 -

sacrifices et les hommes d'état, sur ce plan, ne sont plus que leurs instruments. En proposant comme but aux alliés la destruction de l'Allemagne sans avoir les moyens immédiats de cette politique, Roosevelt se condamnait à accepter le concours de la Russie, à le célébrer pour ne pas perdre la face, donc à le récompenser ultérieurement: livrer la moitié de l'Europe à la fausse démocratie slave était le revers de sa politique de "démocratisation forcée" de l'Allemagne.

La France a expié par l'injustice et la désunion l'alliance paradoxale des Anglo-Saxons et des Russes. Elle expiera peut-être par une nouvelle invasion le déséquilibre de l'Europe qu'a provoqué la capitulation sans conditions de l'Allemagne. Elle a parfois l'impression d'être l'otage (comme nous-mêmes) de toutes les erreurs que commet, par manque d'expérience politique, la République étoilée.

L'on a été très attentif ici aux événements de Yougoslavie. La thèse la plus écoutée pour expliquer le phénomène a été la suivante: La Russie est toujours éloignée des mers chaudes, la Turquie, remontée à bloc par les Anglo-Saxons, tient fermement en mains la clef des détroits, l'U.R.S.S. doit créer un prétexte pour occuper les côtes dalmates.

Je vais obtenir ces jours-ci des précisions d'excellente source sur ce problème et je ne manquerai pas, avant mon départ en vacances, de vous en informer.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de Suisse: